

CONFÉRENCE MONDIALE RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET AU FINANCEMENT DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS



SÉANCE II
30 mai 2019
14:00 – 15:30

SÉANCE II

LES ÉTUDES NATIONALES SUR LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN TANT QUE MOTEURS DU CHANGEMENT

Cette séance discutera les principaux défis de l'accès au financement pour accélérer la transition énergétique, et le rôle que les études nationales sur l'investissement dans l'énergie durable peuvent jouer dans l'accélération de la transition énergétique dans les PMA.

L'accès à l'électricité dans les PMA varie selon les régions à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre. En 2016, les PMA d'Asie Pacifique ont atteint un taux moyen d'électrification de 73,6 pour cent, alors que le taux dans les PMA africains était beaucoup plus faible à 30 pour cent.

Dans les PMA, l'accès à l'électricité tend à être beaucoup plus important dans les zones urbaines que dans les zones rurales. En 2016, en moyenne, 75 pour cent de la population urbaine avait accès à l'électricité, par rapport à seulement 31 pour cent de la population rurale. Avec une part importante (68 pour cent) de la population des PMA vivant dans les zones rurales, l'écart entre l'électrification urbaine et rurale dans les PMA est énorme. Cet écart entre les populations urbaines et rurales est plus extrême dans les PMA africains. En 2016, 64,6 pour cent de la population urbaine, mais seulement 14,4 pour cent de la population rurale, avaient accès à l'électricité, contre les PMA d'Asie Pacifique, où 94,2 pour cent de la population urbaine et 63,9 pour cent des populations rurales avaient accès à l'électricité.

Compte tenu des objectifs politiques mondiaux ambitieux en matière de l'énergie durable et du grave déficit énergétique dans les PMA, combler l'écart exigera des efforts importants et concertés de la part de toutes les parties prenantes, un niveau plus élevé d'investissement dans les infrastructures, y compris une combinaison de solutions hors réseau/mini-réseau et décentralisées reliées au réseau et le déploiement de nouvelles technologies pour atteindre des populations plus difficiles à atteindre. Les déficits énergétiques ne se limitent pas à l'électricité, car l'accès aux combustibles modernes pour la cuisine et le chauffage est encore plus limité dans ces pays, qui nécessitent également une attention accrue.

Pour libérer les potentiels de développement de l'énergie durable et débloquer les investissements, il faudra une forte volonté politique et un réexamen des options par les décideurs des PMA. Les décideurs des PMA doivent fixer des objectifs clairs, suivis d'une action bien planifiée et coordonnée fondée sur des stratégies nationales intersectorielles en matière d'énergie et de développement. Les gouvernements des PMA doivent créer un environnement favorable avec des cadres politiques et réglementaires qui favorisent les investissements commerciaux. En outre, l'amélioration de l'exploitation et de la gestion des services publics par un cadre institutionnel solide et des normes et politiques qui favorisent la transparence et la responsabilité et protègent les intérêts des clients seront cruciales pour assurer la viabilité financière des grands projets dans ce secteur.



Ces réformes nécessiteront des efforts conjoints de la part d'un large éventail de parties prenantes, y compris tendre la main aux plus pauvres et soutenir les approches ascendantes.

Les progrès technologiques continuent de générer de nouvelles solutions et l'énergie propre et verte est de plus en plus abordable et accessible. Si ces progrès s'accompagnent d'investissements accrus, la possibilité que les PMA atteignent l'ODD7 d'ici à 2030 et contribuent à l'atténuation des changements climatiques augmente.

Les stratégies nationales en matière d'énergie durable et les études d'investissement sont considérées essentielles pour accroître les investissements dans l'énergie durable afin d'accélérer la transition énergétique. Les études d'investissement devraient être conçues de manière à fournir une approche permettant de rendre opérationnels les plans et stratégies nationaux en matière d'énergie durable en vue d'atteindre l'ODD 7, en identifiant un ensemble de programmes et de projets réalisables, y compris leurs besoins en investissements, qui peuvent être présentés à des investisseurs privés et publics potentiels.

Cette session discutera comment les études d'investissement dans l'énergie durable peuvent amorcer la transition énergétique en analysant les besoins d'investissement et en identifiant les voies de financement potentielles. Le partage des expériences, des réussites et des leçons apprises aidera ces pays à accélérer le progrès et, par conséquent, les pays qui ont déjà préparé leurs études d'investissement présenteront leurs expériences. En outre, le rôle crucial des données dans la préparation des plans nationaux fera l'objet de discussions.

QUESTIONS CLÉS À ABORDER COMPRENNENT :

Comment les pays ont-ils intégré les stratégies énergétiques nationales dans leurs plans nationaux de développement à moyen et à long terme ? Quels sont les principes directeurs du succès ?

Quels ont été les principaux défis dans la préparation de l'étude d'investissement ? Quels sont les principaux enseignements tirés de ce processus ?

Quelle est la méthodologie recommandée pour la préparation des études nationales sur les investissements ?

Comment les plans d'investissement peuvent-ils mieux intégrer une approche multipartite et engager avec les financiers potentiels en ce qui concerne les opportunités d'investissement ?



<https://bit.ly/2V7ysgI>

#EnergyForLDCs

